



Manifestation au conseil de ville

par ARIEL HARPER

«**P**our des consultations dans nos quartiers», disent les affiches. Une centaine de personnes se sont rassemblées devant l'Hôtel de Ville, le 11 septembre dernier, avec des pancartes, des sirènes et des porte-voix, pour dire aux élus qu'elles veulent être consultées à propos des changements qui les concernent.

La foule était diversifiée: il y avait des citoyens de Mile-End, de Jeanne-Mance et de Snowdon contestant les règlements sur le zonage des bars; des propriétaires de salons de coiffure établis protestant contre les règlements autorisant la compétition des coiffeurs à domicile; des artistes s'objectant aux règlements qui restreignent l'occupation des lofts.

La revendication commune concernait le manque de mécanismes politiques permettant la participation communautaire, point sensible puisque l'administration Bourque a mis un terme aux consultations publiques officielles.

Lucia Kowaluk, du comité des citoyens de Milton parc, s'oppose catégoriquement à la modification du zonage: «Ce changement de zonage est une glissade incontrôlable vers la détérioration de la vie des résidents de tout le centre ville; et quand il devient déplaisant de VIVRE au centre-ville, le coeur de la cité devient dangereux pour ceux qui aiment y aller pour toutes sortes de raisons.»

Son amie Jane Conway est d'accord avec cet avis: «Ça aura tellement d'effets néfastes. La disparition des petits commerces, le bruit, la drogue. Notre qualité de vie est en danger.»

Sari Vuksner de Mile-End dit en haussant les épaules: «On ne devrait pas avoir besoin de venir ici pour leur dire tout ça. On aurait dû pouvoir leur en parler à la maison. Je préférerais passer mon temps à faire des choses plus créatives au lieu de faire CELA.»

«Beaucoup de gens sont en colère parce que les représentants de la Ville ne sont pas venus dans nos quartiers pour DEMANDER l'opinion des résidents (à propos des changements de zonage),» a expliqué Bruce Toombs, membre du groupe de Snowdon et l'un des organisateurs de la manifestation. Il ne tient pas compte des visites officielles du maire cet été: «Les bains de foule? rien que beaucoup de fumée et de mirages, aucune valeur réelle si ce n'est pour la publicité.»♦



Manifestation devant l'Hôtel de Ville lors du Conseil de ville du 11 septembre dernier.
September 11 demonstration in front of City Hall for public consultation on bar zoning.

Demonstrating Discontent

by ARIEL HARPER

«**P**our des consultations dans nos quartiers», read the signs. A hundred people gathered at City Hall on September 11th with placards, sirens and megaphones to tell elected officials that they want to be consulted about changes that affect them.

It was a mixed crowd: citizens from Mile End, Jeanne-Mance, and Snowdon objecting to bar zoning bylaws; established salons protesting bylaws permitting competition from home hairdressers; artists taking exception to bylaws restricting loft occupation. The common grievance is the lack of adequate political mechanism allowing

community input, a sore spot since the Bourque Administration ended formal public consultation.

Lucia Kowaluk, of the Milton Park Citizens' Committee, categorically opposes the zoning modifications: "This change in the zoning is a slippery slope towards gradual deterioration of residential life in the whole downtown area; and when it becomes unpleasant to LIVE downtown, the centre of the city becomes dangerous for people who enjoy coming here for any reason."

Her friend Jane Conway echoed the sentiment. "It hits on so many levels. Destruction of small businesses—noise—drugs. The quality of life is in danger."

Sari Vuksner of Mile End shrugged. "We shouldn't have to come down here to tell them. We should have been able to talk to them at home. I'd rather spend my time doing more creative things than fixing THIS."

"There's a lot of anger about the fact that the City did not come down to our neighbourhoods and ASK our opinion [about zoning changes]," explained Bruce Toombs, a member of the Snowdon contingent and an organiser of the demonstration. He dismissed the official mayoral visits this summer: "The Walkabouts? A lot of smoke and mirrors—no real value except publicity."♦

À l'Hôtel de ville

Par ARIEL HARPER

Grâce à Marvin Rotrand (de Snowdon) qui a proposé une motion, et à Sam Boskey (de Décarie) qui l'a secondé, Montréal pourra tirer des bénéfices de ses déchets recyclables, au lieu de payer un entrepreneur pour les transporter, les trier et les revendre à sa convenance moyennant bénéfice.

Pierre Melançon (Côte-des-neiges) pense que les camions de déneigement ne sont pas nécessaires. Il propose que la neige reste à fondre sur les pelouses des citoyens comme avant. Moins de sel, moins de dépenses, et moins de pollution. Ensuite, Robert Laramée (de Père Marquette) recommande le compostage et l'utilisation de camions spéciaux qui ramasseraient les déchets recyclables en même temps que les déchets ordinaires. Dans ce cas, le concept des éco-quartiers doit être revu.

Helen Fotopoulos, conseillère de Mile-End, a posé plusieurs requêtes verbales; Sam Boskey, en a posé une écrite. Pourtant le Comité exécutif n'a toujours pas présenté le rapport complet sur les pesticides qu'il avait promis. Ainsi, les deux conseillers ont été naturellement contrariés de découvrir qu'un contrat de 200 000 dollars a été soumis à l'approbation du Conseil pour des «produits phytosanitaires» ... autrement dit des pesticides.

L'administration Bourque a coutume d'inviter uniquement les membres du Comité exécutif aux réceptions et galas officiels offerts par la Ville, alors que, normalement, tous les élus devraient être invités. Certains membres de Vision Montréal sont eux-mêmes souvent tenus à l'écart. Helen Fotopoulos a écrit au Maire pour protester; et Marcel Sevigny, de Pointe Saint Charles, s'est levé au conseil pour se plaindre. Des invitations sont cependant largement distribuées lors des levées de fonds pour le Jardin botanique.

La très médiatisée liste des «donateurs fantômes» de Vision Montréal était en réalité connue depuis plusieurs mois. Pourtant ce n'est que depuis les recherches de Linda Gyulai du *Mirror* que cette liste est devenue publique. Dans une lettre datée du 10 mai 1995, Louise Roy, présidente du RCM, dit qu'il y a assez de preuves pour demander à Pierre-F. Côté, directeur général des élections du Québec, d'enquêter discrètement sur les «pratiques frauduleuses» de Vision Montréal concernant les élections de novembre dernier.

...

Thanks to Marvin Rotrand (Snowdon), who moved the resolution, and Sam Boskey (Decarie), who seconded it, Montreal will profit from its own recycleable garbage instead of paying a contractor to haul and sort and re-sell it at his leisure for his own gain.

Green suggestions from Vision Montreal: Pierre-Yves Melançon (Côte-des Neiges) feels that snow removal trucks are unnecessary; he suggests that the snow be allowed to melt on citizens' lawns as was formerly done. Less salt; less expense; less pollution. Robert Laramée (Père Marquette) supports composting and co-collection garbage trucks which would pick up recycleables at the same time as regular garbage.

Despite repeated verbal requests from Helen Fotopoulos, councillor for Mile End, and a written one from Sam Boskey, the Executive Committee still has not tabled its promised comprehensive report on pesticides. Thus Councillors Fotopoulos and Boskey were understandably annoyed to discover a contract, submitted for Council approval, for \$200,000 worth of "produits phytosanitaires"—pesticides, to you and me.

The Bourque Administration frequently invites only the Executive Committee to formal City receptions and galas, open formerly to all elected officials. Even members of the Vision Party itself are often left out. Helen Fotopoulos has written to the Mayor to protest; Marcel Sevigny (Pointe-Saint-Charles) rose in council to complain. Invitations to fund-raisers for the Botanical Gardens, however, are universally distributed.

The much-vaunted "phantom donor" list was actually known several months ago; but it was not until Linda Gyulai of the *Mirror* did some digging that it became public. In a letter dated May 10th, 1995, RCM President Louise Roy felt there was enough evidence to ask Pierre-F. Côté, Director General of Elections in Quebec, to investigate quietly the "pratiques frauduleuses" of the Vision Party in the November elections...

Inside City Hall

By ARIEL HARPER